

Nigeria/Violences

Près de 350 corps dans une fosse commune après des affrontements armée-chiites

AFP
Kano/Nigeria

Ces incidents s'étaient déroulés le 12 décembre dernier à Zaria, fief du Mouvement islamique du Nigeria (IMN).

PRES de 350 corps ont été enterrés dans une fosse commune dans le nord du Nigeria à la suite d'affrontements entre militaires et membres de la minorité chiite, a déclaré un haut responsable dans le cadre de l'enquête sur les incidents qui se sont déroulés fin 2015.

Le témoignage de Muhammad Namadi Musa, directeur-général du Bureau interconfessionnel de l'Etat de Kaduna, corrobore les informations selon

lesquelles quelque 300 personnes au moins ont été tuées dans les violences du 12 décembre.

L'incident s'est produit à Zaria, fief du Mouvement islamique du Nigeria (IMN), où un barrage érigé par le mouvement en vue d'une procession religieuse avait bloqué un convoi du chef d'état-major des armées, le général Tukur Yusuf Buratai. Les militaires ont accusé des partisans du chef de l'IMN, Ibrahim Zakzaky, d'avoir tenté d'assassiner le général, une accusation démentie par le groupe chiite.

M. Musa a précisé aux enquêteurs avoir reçu un coup de téléphone le 13 décembre, lui demandant de se rendre au siège du gouvernement régional de

Kaduna, où on lui a ordonné de se rendre à Zaria avec le chef de la police de l'Etat de Kaduna "pour déterminer le nombre de cadavres et la manière de les enterrer".

A l'hôpital universitaire Ahmadu Bello "nous avons compté 156 corps", tandis que 191 autres étaient récupérés sur la base militaire de Zaria, a-t-il dit.

"La plupart des corps étaient recouverts de noir et on y trouvait des femmes et des enfants", a-t-il précisé aux enquêteurs, ajoutant que les cadavres avaient été transportés pour être inhumés à bord d'un convoi de camions escorté par l'armée.

L'armée nigérienne, accusée de graves violations des droits de l'homme dans la répression de l'insurrec-

tion des islamistes (sunnites) de Boko Haram, s'est défendue en assurant que les soldats avaient respecté à Zaria les règles d'engagement.

Aucun bilan officiel n'a été publié mais l'ONG Human Rights Watch a rapporté qu'"au moins 300 personnes" avaient été tuées et Amnesty International a évalué le nombre des victimes à "des centaines". L'armée a estimé ces chiffres "sans fondement".

Une source médicale à l'hôpital universitaire Ahmadu Bello avait déclaré en janvier à l'AFP avoir compté au moins 400 corps à la morgue le soir du 12 décembre.

L'IMN assure de son côté être sans nouvelles de quelque 730 de ses membres, qu'elle pense avoir

"été soit tués par les militaires, soit détenus". Le mouvement accuse le gouvernement de détenir illégalement son chef et réclame sa libération.

Le ministère public avait déclaré en février que 191 fidèles chiites avaient été inculpés pour violation de la législation sur les armes à feu et l'ordre public.

Ibrahim Zakzaky et l'IMN ont déjà eu maille à partir avec les autorités nigérianes dans leur combat pour créer un Etat islamique à l'iranienne. Le chef religieux a déjà été incarcéré à plusieurs reprises. Au Nigeria, les chiites forment une petite minorité au sein de la communauté musulmane, essentiellement sunnite, qui y constitue la moitié de la population.

L'Afrique en bref

Burundi/Troubles. Cinq morts dans l'extrême-est

Au moins cinq personnes ont été tuées et sept blessées lundi soir sur un marché de la province de Ruyigi, dans l'extrême-est du Burundi, dans une attaque menée par un groupe armé, en provenance de Tanzanie.

Libye/Diplomatie. Fini l'isolement international de Tripoli

L'Italie a mis fin hier à l'isolement international de la Libye en dépêchant à Tripoli son chef de la diplomatie Paolo Gentiloni, premier haut responsable occidental à s'y rendre depuis les violences de l'été 2014.

Niger/Gouvernement. Des hommes du président

Deux hommes de confiance du président Mahamadou Issoufou, réélu en mars pour un deuxième quinquennat, occupent les portefeuilles clé de l'Intérieur et de la Défense dans le nouveau gouvernement de Brigi Rafini reconduit à son poste le 2 avril.

A travers le monde

Belgique/Attentats. L'enquête se poursuit sans relâche

Trois semaines après les attaques qui ont fait 32 morts à Bruxelles, l'enquête se poursuit "activement, jour et nuit", selon le parquet fédéral belge, qui a annoncé hier deux nouvelles inculpations pour "assassinats terroristes" en lien avec une planque qui aurait servi avant l'attentat-suicide dans le métro.

France/Justice. Peines de prison pour 12 personnes impliquées dans une filière jihadiste

Douze prévenus au procès d'une filière jihadiste vers la Syrie ont été condamnés hier à Paris à des peines allant de trois ans, dont deux avec sursis, à dix ans d'emprisonnement, des décisions de justice qui se multiplient ces derniers mois en France.

Italie/Parlement. Adoption d'une réforme visant à plus de stabilité gouvernementale

Le Parlement italien a adopté hier définitivement une importante réforme constitutionnelle limitant les pouvoirs du Sénat et censée donner au pays une stabilité gouvernementale inédite mais son entrée en vigueur doit encore être confirmée par référendum en octobre.

Liban/Attentat. Un responsable du Fatah tué à Saïda

Fathi Zeidan, un responsable local du Fatah, parti du président palestinien Mahmoud Abbas, a été tué hier dans un attentat à la voiture piégée à Saïda, grande ville du sud du Liban, a rapporté un responsable des services de sécurité.

Onu/Succession de Ban Ki-moon

Huit candidats commencent à plaider leur cause

AFP
Nations Unies/Etats-Unis

HUIT prétendants au poste de secrétaire général des Nations unies ont commencé hier à comparaître devant l'Assemblée générale de l'Onu pour des entretiens d'embauche inédits.

C'est le ministre des Affaires étrangères du Monténégro Igor Luksic, le plus jeune des candidats à 39 ans, qui a planché en premier, se présentant comme le représentant d'un "pays petit mais fier, à l'histoire tumultueuse".

Visiblement nerveux, il a alterné en anglais et en français des propos convenus sur les défis actuels (terrorisme, réfugiés, désarmement, droits de l'homme, etc...), avant de remercier les diplomates présents dans toutes les langues de travail de l'Onu. Auparavant, le président de l'Assemblée Mogens



Photo : AFP

Le ministre des Affaires étrangères du Monténégro, Igor Luksic, a essuyé les plâtres de la session consacrée aux auditions des candidats... Photo de droite: ... pour prendre la succession de Ban Ki-moon, qui quitte la tête de l'Onu à la fin de l'année.

Lykketoft avait rappelé qu'il s'agissait du premier exercice du genre dans l'histoire de l'Onu.

Il avait dressé un portrait-robot du candidat idéal : "indépendance, personnalité forte, autorité morale, grands talents politiques et diplomatiques", capacités de gestion.

Il lui avait fixé comme priorités la lutte contre le changement climatique, la promotion de la paix, y compris en "faisant pression sur les grandes puis-

sances", ou encore une "réforme" de l'Onu.

Ban Ki-moon, l'actuel secrétaire général, quitte ses fonctions à la fin de l'année après deux mandats de cinq ans.

Pour l'instant quatre hommes et quatre femmes sont sur les rangs mais aucun ne fait l'unanimité. Parmi les favoris des pronostics figurent la directrice de l'Unesco, la Bulgare Irina Bokova, l'ex-Première ministre de Nouvelle-Zélande Helen Clark,



Photo : AFP

qui dirige le Programme des Nations unies pour le développement, et l'ancien Haut commissaire de l'Onu aux réfugiés, le Portugais Antonio Guterres.

L'ex-président slovène Danilo Türk et quatre chefs de la diplomatie de pays des Balkans, anciens ou en poste - Vesna Pusic (Croatie), Natalia Gherman (Moldavie), Srgjan Kerim (Macédoine) et Igor Luksic (Monténégro) - complètent la liste.

Les auditions s'étaleront

sur trois jours. Chaque candidat aura deux heures pour plaider sa cause et répondre aux questions, d'abord celles des diplomates puis celles de la société civile.

En juillet, les 15 pays membres du Conseil de sécurité commenceront leur processus de sélection, avant de soumettre un nom à l'Assemblée qui devrait entériner ce choix en septembre.

Etats-Unis/Présidentielle

Une blague à connotation raciale embarrasse Hillary Clinton

AFP
New York/Etats-Unis

LE sketch entre Hillary Clinton et le maire de New York se voulait drôle. Mais sa connotation raciale a suscité l'indignation en pleine campagne présidentielle, et été épinglée hier dans les journaux télévisés américains.

Mme Clinton et Bill de Blasio, le maire démocrate de New York qui lui a apporté un soutien tardif dans la

campagne, participaient samedi soir à la soirée annuelle de gala du "Inner Circle" à New York, où traditionnellement journalistes et élus se moquent les uns des autres.

Sur scène avec Bill de Blasio et Leslie Odom, un acteur noir de la comédie musicale "Hamilton", Mme Clinton apostrophe Bill de Blasio :

"Merci pour le soutien, Bill", déclare-t-elle. "Ça t'a pris du temps".

"Désolée Hillary. J'étais à l'heure CP", lui répond le

maire, en référence à l'expression-cliché "CP time" (CP pour colored people, personnes de couleur) selon laquelle les Noirs sont souvent en retard.

"Je n'aime pas ce genre de blagues, Bill", répond immédiatement Leslie Odom. Mme Clinton trouve alors deux mots différents pour CP, "cautious politicians" (politiciens prudents).

La plaisanterie n'a pas été du goût de tous.

Le magazine New York a dénoncé une blague "incroyablement pas drôle" et

s'est demandé si la femme de Bill de Blasio, Chirlane, qui est noire, avait été mise au courant. Les sites "Salon" et "Roots" l'ont trouvée embarrassante, le Daily News a dénoncé une "grosse boulette", et la vidéo de l'échange a suscité un torrent de commentaires sur Twitter.

Tant et si bien que Bill de Blasio est venu s'en expliquer sur CNN, expliquant lundi soir que le sketch était entièrement écrit à l'avance et voulait de fait se moquer d'un cliché, ce

que les gens n'avaient pas compris.

Un porte-parole de la mairie a également souligné que le maire ne voulait se moquer que de lui-même. L'embarras sera de courte durée. Les Noirs ont massivement voté pour Mme Clinton dans les élections primaires, et elle attend encore un large soutien de cette communauté lors du scrutin de New York le 19 avril.